



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Quels leviers de compétitivité pour les industries agroalimentaires françaises en Europe ?

Stéphane Turolla

INRAE, UMR SMART, Rennes, France
stephane.turolla@inrae.fr

Sans crier gare, les produits importés remplacent peu à peu les produits domestiques dans l'assiette des consommateurs français. En 2023, environ 38 % du beurre, 30 % des fromages et 21 % de la viande bovine consommés en France étaient d'origine étrangère. Ces chiffres, loin d'être négligeables pour un pays pourtant premier producteur et deuxième transformateur de produits agricoles en Europe, s'inscrivent dans une tendance de fond de dépendance aux importations. Soucieux de ces conséquences, les pouvoirs publics cherchent à restaurer la compétitivité des industries agroalimentaires. La tâche est toutefois ardue et les avis divergent sur la manière de procéder. L'objectif du travail réalisé était de proposer une méthodologie permettant d'évaluer, dans un cadre unifié, les effets de politiques de compétitivité pour les industries agroalimentaires.

Comment mesurer les effets des facteurs de compétitivité-prix et hors-prix sur les échanges commerciaux ?

Depuis quelques années, les produits français voient leur part de marché s'éroder sur le territoire national. Les industries agroalimentaires (IAA) françaises souffrent en particulier de la concurrence exercée par les autres pays européens, premiers fournisseurs de produits agroalimentaires en France. Entre 2000 et 2023, le ratio des importations en provenance de l'Union européenne (UE) sur la consommation de produits domestiques a augmenté de 24 % (de 0,13 à 0,16). Si la hausse du poids relatif des importations en provenance de l'UE s'observe dans une grande majorité des pays européens, la France se situe dans le peloton de tête des pays impactés.

Cette perte de compétitivité n'est pas sans conséquence pour les filières agroalimentaires françaises : baisse de revenus, réduction des marges, de l'investissement, des innovations, et pertes d'emplois. Soucieux de ces conséquences, les pouvoirs publics cherchent à restaurer la compétitivité des IAA. La tâche est toutefois ardue et les avis divergent sur la manière de procéder, en témoignent les nombreux rapports sur le sujet ces dernières années (Sénat 2022 et 2019 ; Trésor, 2018 ; Conseil d'analyse économique, 2015). D'un côté, il est fait état d'un déficit de compétitivité-prix suggérant qu'une baisse du coût du travail unitaire via une réforme du marché du travail, un allègement des charges sociales, ou encore une hausse de la productivité seraient à même de restaurer la compétitivité des entreprises. D'autres, à l'inverse, pointent un déficit de compétitivité hors-prix et préconisent une montée en gamme de la production française.

Si des travaux académiques ont été conduits sur le sujet (voir par exemple, Malgouyres et Mayer, 2018), ceux-ci tiennent rarement compte à la fois des dimensions prix et hors-prix de la compétitivité. Ces travaux constituent avant tout un exercice de mesure ex-post de l'effet produit par une politique. Ils ne permettent pas de comparer ex-ante les effets de politiques reposant sur des approches prix ou hors-prix.

L'objectif de notre travail était de proposer une méthodologie permettant de comparer, dans un cadre unifié, les effets de politiques de compétitivité variées (Bouamra-Mechemache et al., 2025). Notre approche permet de simuler et quantifier les effets d'un changement de coûts de production (coût du travail, productivité) et de qualité des produits sur l'allocation des dépenses des consommateurs entre les produits issus des IAA françaises et les produits importés, sur

le revenu des IAA, ainsi que sur l'indice général des prix. Ce cadre méthodologique est mobilisé pour réaliser des exercices contrefactuels permettant de répondre à des questions du type : si le coût du travail baissait de 5 % en France dans les IAA comment les consommateurs modifieraient l'allocation de leurs dépenses entre produits importés et produits domestiques ? Quel impact ce changement aurait-il sur le revenu des IAA françaises et le niveau général des prix ?

Pour ce faire, deux enjeux méthodologiques sont relevés. Tout d'abord, celui de la mesure des effets observés des facteurs de compétitivité sur l'allocation des dépenses des consommateurs. En raison de la dimension unilatérale des effets mesurés, notre stratégie empirique diffère des modèles standards de commerce de type modèle gravitaire. A la place, nous estimons une équation de demande d'importations (relative à la demande de produits domestiques). Notre approche s'inspire du travail de Head et Mayer (2000) et permet de spécifier le ratio des importations sur la consommation de produits domestiques comme une fonction des facteurs de compétitivité (coût du travail, productivité, qualité) et d'un ensemble de coûts au commerce.

Un deuxième enjeu méthodologique consiste à quantifier les variations de consommation, production et prix suite au changement simulé. Notre approche est originale et permet, grâce à la structure du modèle, de tenir compte à la fois de la réaction des consommateurs et des producteurs domestiques à ces chocs. Elle suppose toutefois que les pays concurrents ne modifient pas leur production en réaction au changement unilatéral simulé, ce qui peut conduire à surestimer certains effets.

Que peut-on attendre d'un regain de compétitivité pour les IAA françaises ?

Notre analyse se concentre sur l'échange de produits agroalimentaires au sein de l'UE-27 sur la période 1997-2015. Elle mobilise des données de statistiques publiques mises à disposition par Eurostat sur le commerce bilatéral de produits (données COMEXT) et sur les activités économiques des industries (statistiques structurelles sur les entreprises). Cette dernière source de données fournit des mesures sur la production, les investissements, le coût du travail au niveau de l'industrie d'un pays (définie au sens de la classification NACE). La productivité et la qualité étant des caractéristiques inobservables, celles-ci sont inférées à l'aide de méthodes économétriques maintenant bien établies dans la littérature. Les données mobilisées nous permettent d'avoir un grain d'analyse au niveau du triplet pays-industrie-année et ainsi d'observer les activités de production et de commerce pour chacune des IAA définies dans la NACE.

Les résultats d'estimation du modèle de demande d'importations relative confirment l'importance du coût du travail et de la qualité des produits pour la compétitivité des IAA au sein de l'UE. Nos résultats indiquent qu'une baisse du coût du travail ou une hausse de la qualité des produits de 10 % dans une industrie d'un pays de l'UE baisserait en moyenne la demande d'importations relative de respectivement 5,24 % et 4,86 %, toutes choses égales par ailleurs. Ces effets, somme toute assez comparables, peuvent expliquer pourquoi ces deux moyens d'intervention sont fréquemment opposés dans le débat public.

Ces coefficients estimés sont ensuite utilisés pour simuler les effets d'un changement d'un facteur de compétitivité en tenant compte des effets d'équilibres sur les marchés. Nos exercices contrefactuels s'inscrivent dans le cadre suivant. Pour un pays donné, nous faisons varier un facteur de compétitivité (le coût du travail ou la qualité) de telle sorte que pour chaque industrie, celui-ci se situe au niveau le plus compétitif observé chaque année parmi un ensemble des principaux pays producteurs européens. C'est ainsi que si l'Espagne a le coût du travail le plus faible pour l'industrie de la préparation de

produits à base de viande en 2015, nous affectons cette valeur pour le coût du travail de l'industrie du pays considéré dans le contrefactuel. L'objectif recherché n'est pas de simuler des changements réalistes, mais plutôt d'étudier les impacts différenciés entre industries, pays, et type d'agents (consommateurs/industriels) que peuvent générer des changements d'ampleur.

Les résultats des simulations pour la France révèlent que si le coût du travail ou la qualité étaient situés au niveau de la frontière de compétitivité (soit une réduction de 32 % du coût du travail et une hausse de 37 % de la qualité), alors les importations annuelles auraient sensiblement diminué sur la période (de l'ordre de 26 % pour le scénario relatif au coût du travail et de 19,5 % pour le scénario relatif à la qualité). Néanmoins, pour les pays comme la France où les produits domestiques représentent une très grande part de la dépense alimentaire des ménages, ces changements ne génèrent qu'une hausse modeste de la part des produits domestiques dans la dépense (de l'ordre de 2 % à 4 % selon les scénarios considérés)¹. Si les producteurs voient leurs revenus domestiques faiblement augmenter au regard du choc de compétitivité simulé, ils profitent grandement à l'inverse de ce regain de compétitivité pour gagner des parts de marché en Europe. Au global, la hausse moyenne des revenus annuels des producteurs se situerait entre 8,6 % (scénario qualité) et 17,9 % (scénario coût du travail). Les consommateurs domestiques profiteraient également de la baisse des prix des produits domestiques, ce qui générerait en moyenne l'équivalent d'un gain annuel du revenu par tête de l'ordre de 88 euros (coût) et 189 euros (qualité).

L'ampleur de ces effets diffèrent toutefois sensiblement d'une industrie à une autre dès lors que l'on décompose les résultats à ce niveau. En effet, chaque industrie fait face à une concurrence des pays de l'UE plus ou moins intense et se trouve en capacité ou non de s'y confronter. En conséquence, il apparaît souhaitable de formuler des politiques de compétitivité prenant en compte les particularités des industries pour optimiser leurs effets. Dans cette optique, agir sur la compétitivité hors-prix (ex : améliorer l'image de marque des produits, les réseaux de distribution, la qualité des produits) nous semble une voie à privilégier en raison d'une déclinaison plus facile des politiques industrie par industrie.

Pour en savoir plus

Bouamra-Mechemache Z., Gaigné C. et Turolla S. (2025). Promoting domestic industry. Quantifying the effects of reducing labor cost and upgrading quality. Document de travail SMART.

Conseil d'Analyse Economique (2015). A la recherche des parts de marchés perdues, par Bas M., Fontagné L., Martin P. et Mayer T., Les notes du conseil d'analyse économique, n°23, mai 2015.

Head K. et Mayer T. (2000). Non-Europe: The magnitude and causes of market fragmentation in the EU. *Review of World Economics*, 136, 284-314.

Malgouyres C. et Mayer T. (2018). Exports and labor costs: evidence from a French policy. *Review of World Economy*, 154, 429-454.

Sénat (2022). Rapport d'information n° 905 de MM. Laurent Duplomb, Pierre Louault et Serge Méry sur la compétitivité de la ferme France.

Sénat (2019). Rapport d'information n° 528 de M. Laurent Duplomb sur la place de l'agriculture française sur les marchés mondiaux.

Trésor-éco. (2018). Comment expliquer la réduction de l'excédent commercial agricole et agro-alimentaire ? N°230.

¹ Toutefois ce chiffre augmente rapidement si l'on considère des économies plus petites.